



RENCONTRES AVEC L'AFRIQUE

Rome, 7-8 octobre 2021

NOTE CONCEPTUELLE

INTRODUCTION

Les récents rapports des Nations Unies sur l'état de la planète et sur les perspectives d'avenir du climat ont mis en exergue une situation inquiétante due à l'exploitation effrénée de ses ressources. Une situation qui n'a pas manqué de se manifester ces derniers mois, sous la forme d'événements naturels extrêmes et qui, si rien n'est fait, pourrait causer des dommages irréversibles à nos sociétés.

La Covid et ses graves conséquences sanitaires et économiques ont ajouté un élément supplémentaire de fragilité qui a mis à rude épreuve nos capacités de réaction et de résilience. Un défi qui, comme celui de l'environnement, concerne tous les Continents, tous les Pays, toutes les populations.

L'Afrique est l'une des régions du monde qui souffre le plus sévèrement des conséquences de ces menaces et, en même temps, l'une des moins responsables des causes qui contribuent à la crise que traverse la planète. Les émissions combinées des 54 pays africains représentent 1 % des émissions mondiales, alors que l'Afrique abrite cinq des dix pays les plus affectés par les effets du changement climatique tels que les inondations, la désertification et les incendies.

Cette année, l'Italie a l'occasion historique d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'urgence et la nécessité d'aborder les questions environnementales et énergétiques de manière coordonnée, dans le cadre de sa Présidence du G20 - qui repose sur les trois «P», *People, Planet, Prosperity* - et de son partenariat avec le Royaume-Uni pour la COP26. Dans ce contexte, il conviendra de privilégier une approche à long terme, visant à accroître la résilience des pays les plus fragiles pour répondre aux défis de la protection de l'environnement et d'une relance économique post-pandémique inclusive et durable, conformément aux engagements fixés par l'Accord de Paris de 2015 et aux Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Il est dans l'intérêt de tous de trouver des solutions à ces problèmes, en donnant corps à un multilatéralisme efficace qui aille au-delà d'une vision welfariste et qui vise à promouvoir les investissements, la création d'emplois et une économie verte pour l'Afrique.

Au niveau bilatéral, l'Italie s'est déjà fortement engagée à jeter les bases d'une véritable transition énergétique et écologique de part et d'autre de la Méditerranée, notamment par le biais de la formation du capital humain, de la construction d'infrastructures et de la création de synergies entre le tissu productif italien et africain. Et ce, en tenant compte également des retombées positives sur les nouvelles générations africaines. Depuis plusieurs années, l'Italie est l'un des premiers pays au monde en termes de volume d'Investissements Directs Étrangers en Afrique et l'un des principaux partenaires énergétiques du Continent. De plus, dans son Document de Planification et de Pilotage triennal 2019-2021, la Coopération italienne au Développement a également retenu la gestion des



ressources naturelles, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique comme étant des domaines d'intervention prioritaires. À ce titre, elle a affecté quelque 160 millions d'euros comme don à l'Afrique en 2020, avec l'objectif d'augmenter sensiblement ce chiffre en 2021, en plus d'allouer d'importantes et croissantes ressources à des projets relatifs à l'environnement. Dans le secteur humanitaire, en outre, l'attention de la Coopération italienne se porte de plus en plus vers le soutien de projets visant la réduction des risques de catastrophes.

Pour toutes ces raisons, conformément à l'approche stratégique décrite dans le document politique italien intitulé «Le Partenariat avec l'Afrique», adopté en 2020, le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale a décidé de consacrer à l'environnement la troisième édition de la Conférence Ministérielle Italie-Afrique «Rencontres avec l'Afrique». Il a également été décidé de travailler selon un format différent qui, outre les États et les Organisations Internationales, prévoit la participation de nombreuses entreprises, ONG et instituts de recherche qui caractérisent la présence italienne en Afrique et contribuent à créer les conditions concrètes pour prendre des mesures substantielles en faveur d'un avenir plus durable, plus vert et plus inclusif.

OBJECTIFS DE L'ÉVÉNEMENT

La Conférence «**Rencontres avec l'Afrique**» vise à offrir une opportunité d'échange et de dialogue entre les Ministres des Affaires Étrangères, les représentants des Organisations Internationales et les acteurs de la société civile, afin de définir des lignes d'action communes dans la gestion des défis énergétiques, climatiques, environnementaux et de développement durable sur le Continent africain. Ces questions sont désormais une véritable priorité en matière de politique étrangère en raison de leur importance en termes de santé, d'économie et de sécurité pour les générations actuelles et futures de la planète. À cette fin, «Rencontres avec l'Afrique» cherche à :

- **Répondre aux besoins énergétiques de l'Afrique pour une société plus inclusive.** En Afrique, plus de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité. Il est donc impératif de mettre en œuvre des politiques qui permettront au Continent de se pourvoir des infrastructures et des technologies nécessaires pour assurer son autosuffisance énergétique, ainsi que de répondre à une demande qui va croître deux fois plus vite que la moyenne mondiale dans les années à venir, sous l'effet du boom démographique. En effet, l'accès à l'énergie est une condition préalable au développement d'une économie moderne numérisée. La diffusion de services de base, et notamment l'éducation et l'accès à l'eau, est également essentielle pour lutter contre la pauvreté, l'extrémisme et la marginalisation des groupes de population les plus vulnérables, tels que les femmes et les jeunes. « Rencontres avec l'Afrique » abordera ces questions avec une approche globale, afin de promouvoir des solutions visant à améliorer les conditions de vie des populations africaines.
- **Promouvoir la protection de l'environnement par la transition écologique.** En Afrique, le défi de la durabilité n'est pas seulement lié à la protection de l'environnement, mais constitue la promotion d'un nouveau modèle de croissance économique, de construction d'infrastructures, de distribution des revenus et de réduction de la dette extérieure, basé sur le développement endogène. Sans un soutien adéquat, on ne peut attendre de l'Afrique



qu'elle assume les mêmes objectifs en matière de transition écologique que les pays industrialisés, qui disposent déjà des capitaux et du savoir-faire, alors qu'elle n'a pratiquement aucune responsabilité historique dans le réchauffement anthropique de la planète. Dans cette perspective, il convient de accélérer les processus d'innovation en favorisant la numérisation des économies africaines, leur intégration au marché international et la formation professionnelle des jeunes et des femmes en âge de travailler. La Conférence «Rencontres avec l'Afrique» favorisera un échange de vues entre acteurs institutionnels et privés, afin d'identifier les modes de développement en mesure de permettre à l'Afrique d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et d'accélérer sa progression vers la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

→ **Renforcer le partenariat entre l'Italie et l'Afrique pour un développement gagnant-gagnant.** La Conférence donnera l'occasion de consolider les liens historiques entre l'Italie et l'Afrique, même dans le domaine de la protection de l'environnement et de la croissance verte. Face à l'attention grandissante que portent les consommateurs des marchés mondiaux à la durabilité environnementale des produits, il est essentiel que les processus de production du Continent africain respectent les paramètres environnementaux, même avec le soutien technologique des Pays plus avancés. Dans le secteur des énergies renouvelables et de la transition énergétique en particulier, l'Italie peut jouer un rôle moteur, grâce à son expérience et à son savoir-faire dans les domaines des énergies renouvelables, de la lutte contre la pauvreté énergétique et de la performance des réseaux de distribution. La nécessité de travailler ensemble pour atteindre les objectifs de développement durable; la qualité de la production manufacturière et des compétences italiennes dans des secteurs clés pour atteindre ces objectifs tels que les infrastructures, les énergies renouvelables, la santé et l'agroalimentaire; les rôles complémentaires dans les chaînes de valeur entre les partenaires privés italiens et africains et la facilité traditionnelle des entreprises italiennes à s'intégrer dans le contexte économique africain offrent de vastes marges de manœuvre pour renforcer ce partenariat.

« RENCONTRES AVEC L'AFRIQUE » AU SEIN DE LA PRESIDENCE ITALIENNE DU G20

La troisième édition de la Conférence Ministérielle Italie-Afrique, «Rencontres avec l'Afrique», s'inscrit dans le cadre de la présidence italienne du G20 et du partenariat avec le Royaume-Uni pour la COP 26. Cette occasion a offert une opportunité unique de focaliser l'attention de l'événement sur les questions relatives à l'énergie, l'environnement, le climat et le développement durable, déclinées dans les priorités du G20: *People, Planet, Prosperity*.



Encounters
with Africa
2021
PEOPLE

Un développement basé sur l'Etre Humain

La pandémie a eu un lourd impact sur les économies africaines, qui ont été gravement affectées par l'effondrement des prix des matières premières, la fermeture d'activités commerciales et la vulnérabilité des secteurs économiques informels. C'est pourquoi une



relance qui place les personnes au centre du processus est essentielle, afin que la crise soit l'occasion de construire un nouveau modèle de développement pour l'Afrique. Nombre d'organisations, comme la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), ont largement souligné le fait que la diffusion de solutions basées sur les énergies renouvelables, dont le continent africain disposerait en grande quantité, peut apporter une contribution fondamentale au redressement post-covidien des pays africains et à l'amélioration de la qualité de vie de millions de personnes, même dans une perspective à long terme.

Selon l'Organisation Internationale du Travail, la décarbonisation de l'économie pourrait conduire à la création de 60 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2030. Les dirigeants africains sont également confrontés à une occasion historique de coordonner leurs efforts en réponse à la pandémie afin d'atteindre, entre autres, l'Objectif de Développement Durable 7, à savoir construire des systèmes d'infrastructures énergétiques plus solides et efficaces et adopter des solutions énergétiques décentralisées à partir de sources d'énergie vertes.

Ces opportunités peuvent être saisies grâce à la pleine participation des femmes et des jeunes, un immense réservoir de capital humain encore peu valorisé, qui constitue l'un des principaux atouts du Continent. Grâce à des investissements dans la formation, les technologies et l'innovation, la durabilité peut être un « multiplicateur d'opportunités », permettant de créer de nouvelles possibilités pour les catégories les plus vulnérables en matière d'emploi, d'éducation et de santé. De plus, cela permettrait de renforcer leur rôle dans la société et dans les processus politiques, en revitalisant économiquement des zones jusqu'ici dépourvues de structures productives solides et en réduisant les poches de marginalisation, tout en contribuant à créer des alternatives à la migration vers l'Europe. Il s'agit de promouvoir une approche de la coopération qui repose davantage sur la création de véritables opportunités d'emploi, par le biais de processus en mesure de s'autofinancer.



Pour l'Afrique, les énergies renouvelables ne sont pas seulement une réserve d'énergie naturelle abondante. Elles constituent le moyen immédiat d'établir un nouveau modèle de développement durable susceptible de déployer des effets positifs sur la santé, l'alphabétisation et la scolarisation, la relation entre les villes surpeuplées et les zones rurales, la mobilité et la diffusion des télécommunications et des infrastructures numériques, elles-mêmes alimentées par des sources durables.

La transition énergétique du Continent sera un processus ayant de fortes répercussions à l'échelle planétaire et dont les premières indications de l'ampleur peuvent être d'ores et déjà dressées: selon les données de l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (IRENA), la capacité en matière de fourniture d'énergie électrique en Afrique a augmenté de 40% au cours de la période quinquennale 2015-19. Dans la seule région du Rift est-africain, l'énergie solaire et l'énergie éolienne, par exemple, ont enregistré le taux de croissance le plus rapide, avec des moyennes de 115,7 % et 71,6 % par an. Le processus de transition énergétique requiert la coopération continue



Ministero degli Affari Esteri
e della Cooperazione Internazionale



**Encounters
with Africa
2021**

de toutes les parties prenantes. Impact environnemental, valorisation de la main-d'œuvre, répartition des coûts, utilisation de la technologie.

Dans ce contexte, l'Italie est à l'avant-garde dans le partage du savoir-faire et des technologies pour encourager le développement de modèles autochtones, capables de valoriser les ressources locales et en même temps d'esquisser une conception unitaire et intégrée, mais aussi tournée vers la coopération transfrontalière et transnationale à la recherche de nouveaux espaces propices aux initiatives offrant des avantages mutuels. Au cours des dernières années, l'Italie a été parmi les premiers investisseurs européens en Afrique (avec des investissements directs s'élevant à 24,5 milliards d'euros en 2018), tout en contribuant à favoriser les opportunités économiques et le développement local, notamment par la formation professionnelle. À cet égard, l'initiative du Ministère Italien de la Transition Ecologique visant à signer des Mémoires d'Entente pour réinvestir le produit des enchères de carbone dans les pays africains afin de financer des projets de protection de l'environnement et de développement durable, mérite une attention particulière.

Par ailleurs, l'Italie peut se targuer de disposer de compétences d'excellence dans tous les grands secteurs utiles à une transition écologique complète, comme l'agroalimentaire, dont le marché en Afrique pourrait atteindre 1 trillion d'euros d'ici 2030 selon les estimations de l'Union Africaine, et le secteur de l'énergie, dans lequel l'Italie peut compter sur des entreprises de premier plan au niveau mondial. Dans ce contexte, le «Pacte pour l'Exportation», promu par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et récemment signé conjointement avec les principaux Ministères et les représentants du monde des affaires italien concernés, sera le cadre dans lequel intensifier la coopération économique et industrielle à travers l'organisation d'événements tels que des forums d'affaires, des ateliers, des présentations de pays et des missions «incoming» d'hommes d'affaires africains aux principales foires internationales en Italie.



**Encounters
with Africa
2021
PROSPERITY**

PROSPERITY

La croissance et la finance verte comme moteur du développement

Pour atteindre ces objectifs, il faut adopter une vision à long terme, fondée sur la coopération entre les secteurs public et privé, entre les entreprises et les institutions, afin d'évoluer vers des modèles de finance durable.

L'étape cruciale à franchir pour accélérer la transition verte en Afrique subsaharienne consistera à combler les lacunes du système de financement actuel. L'insuffisance des investissements en faveur des politiques climatiques, le déséquilibre entre les mécanismes de financement et l'inadéquation des instruments permettant de faire face aux crises de la dette et de favoriser la relance verte sont parmi les principaux obstacles, auxquels s'ajoute la nécessité de multiplier les initiatives visant à rapprocher les projets et les bailleurs de fonds, y compris ceux du secteur privé et des banques de développement.

Les données actuelles indiquent une forte tendance à fournir des financements destinés au climat aux pays en développement par le biais d'instruments dont les conditions ne sont pas toujours favorables, ce qui non seulement crée une dette supplémentaire mais a également des effets négatifs sur la viabilité de la dette existante. Pour cette raison, il sera crucial de pouvoir compter sur la mobilisation de toutes les ressources possibles pour financer la transition écologique et



énergétique du Continent. Tout d'abord, l'Initiative de Suspension du paiement du Service de la Dette -*Debt Service Suspension Initiative (DSSI)*- et, plus récemment, le Cadre Commun pour le Traitement de la Dette au-delà de l'ISSD -*Common Framework for debt treatments beyond the DSSI*- promu au sein du G20, afin de libérer des liquidités dans les budgets des Pays africains et de financer une relance post-pandémique reposant également sur une transformation productive verte. Il sera tout aussi important de tirer parti d'instruments financiers déjà existants mais jusqu'à présent insuffisamment accessibles, comme les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), à la lumière de la nouvelle allocation globale de 650 milliards de dollars approuvée à la demande du G20 sous la Présidence italienne, ou d'explorer des formes plus innovantes, comme les «obligations vertes» (*green bonds*), qui permettront de lever une plus grande quantité de capitaux privés, ciblés sur les objectifs de transition énergétique et de protection de l'environnement. Dans cette perspective, il convient de relever l'engagement des Pays développés, pris lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, de mettre 100 milliards de dollars par an à la disposition des Pays en développement pour l'adaptation et la mitigation ; un objectif qui est encore loin d'être atteint.

Pour que ces sources de financement se traduisent par un développement à long terme, il sera également essentiel que les liquidités dégagées soient investies dans la construction d'infrastructures visant à améliorer l'accès à l'électricité produite à partir de sources durables, à stimuler le développement d'un secteur bancaire télématique, à encourager la création de nouvelles entreprises et à diffuser l'alphabétisation et la formation, y compris l'enseignement à distance. L'inclusion des «Rencontres avec l'Afrique» dans le contexte plus large de la Présidence italienne du G20 permettra de réaliser une synergie totale des initiatives décidées dans les différents forums prévus à cet effet.

STRUCTURE DE L'ÉVÉNEMENT

L'événement sera introduit par une session plénière d'ouverture, inaugurée par le Président de la République italienne, Sergio Mattarella, et sera ensuite structuré en quatre panels thématiques interactifs.

Les deux premiers panels se tiendront simultanément dans la matinée:

- 1) *Renewable Revolution* (La révolution du renouvelable)
- 2) *Shaping the Energy Future of Africa* (Façonner l'avenir énergétique de l'Afrique)

Les deux autres panels se tiendront dans l'après-midi, eux aussi simultanément, après un déjeuner offert par le Ministre aux Chefs de Délégation:

- 3) *Sustainable and green finance: a road towards a more inclusive future* (La finance durable et verte: le chemin vers un avenir plus inclusif)
- 4) *Moving forward together: towards an inclusive society for women and youth* (Avancer ensemble: vers une société inclusive pour les femmes et les jeunes).



Ministero degli Affari Esteri
e della Cooperazione Internazionale



**Encounters
with Africa
2021**

Chaque panel sera divisé en deux sessions. Chaque session de chaque panel comprendra les allocutions de panélistes, suivies d'une discussion et d'une analyse approfondie entre Ministres, représentants d'Organisations Internationales, d'entreprises, d'ONG et d'organismes de recherche, sous la modération d'un journaliste.

Les travaux se termineront par une session plénière finale au cours de laquelle est attendu le Ministre italien des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Luigi Di Maio.

RÉSULTATS ATTENDUS

L'ensemble des panels et des sessions présenteront aux éminents invités la contribution de l'Italie et ce qu'elle peut faire en termes de partenariat avec l'Afrique sur les questions touchant à l'énergie, à l'environnement, au climat et à la durabilité, afin de favoriser la relance post-pandémique et de stimuler une plus grande coopération sociale et économique sur un pied d'égalité.

La relance économique et sociale post-pandémique, la transition énergétique et la durabilité sont les trois piliers qui sous-tendent l'avenir proche de l'Afrique. Avec les bonnes politiques de soutien, le Continent pourrait devenir le premier à enregistrer une croissance économique et industrielle fortement basée sur les énergies propres qui, à leur tour, affecteront de nombreux aspects du développement humain et social : de l'accès à l'eau potable, à l'éducation, à la création de nouveaux emplois et de formes alternatives de consommation, en passant bien sûr par l'émancipation des femmes.

Dans ce contexte, l'Italie saisit l'occasion pour afficher les capacités qui sont les siennes et qui sont nécessaires pour créer des expériences de coopération, utiles tant au continent africain qu'à l'économie italienne elle-même.

Notre pays est appelé à faire un nouvel effort « systémique » au niveau politique, institutionnel et industriel, consistant à exporter la chaîne énergétique à l'étranger, à lancer des initiatives structurées de renforcement des capacités, à partager des stratégies, des plans et des ressources pour une relance post-pandémie.

Les «Rencontres avec l'Afrique» se présentent donc aussi comme une opportunité pour construire un axe Europe-Méditerranée-Afrique, un espace de compétitivité, de coopération multidimensionnelle et de développement solidaire, inclusif et durable.